

COLLOQUE DE L'INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE

<http://www.souvarine.fr>

Paris, 19 juin 2007

Intervenants : Alexandre Adler, Françoise Brié, Youssef Courbage, Frédéric Encel, Henry Laurens, Kendal Nezan, Yves Montenay, Pierre Rigoulot, Antoine Sfeir, Frédéric Tellier et Ilios Yannakakis

Yves Montenay : La longue histoire de l'islamisme radical

*Texte publié sous ce titre dans le n° 31 de la revue "HISTOIRE ET LIBERTÉ"
(+ actualisation novembre 2014 en dernière page)*

L'islamisme radical est à notre avis la conséquence directe des circonstances de la naissance de l'islam. Mais commençons d'abord par bien définir ces termes.

Une racine « unique »

L'islamisme est une option politique et non religieuse, bien que se voulant telle. C'est faire de la politique au nom de la religion. Quant au terme « radical », son étymologie (« racine ») illustre bien ce dont nous allons parler : il s'agit de revenir à l'origine de l'islam, à sa source et cela exclusivement, sans concession et avec des moyens extrêmes, ces derniers points correspondant bien à la connotation du terme « radical » dans le langage courant. Ainsi un « fondamentaliste » (revenant aux fondements de l'islam), ou un « intégriste » (voulant l'application de « l'intégralité » du dogme), mais par ailleurs détaché du monde et en particulier de la politique, n'est pas un islamiste, même s'il est « logiquement » ouvert à cette option. Fondamentalisme et intégrisme ne sont d'ailleurs pas propres à l'islam.

Revenons à la « racine » de l'islam : Mahomet si fut un prophète ET un commerçant ainsi qu'un chef de guerre, puis d'État, contrairement à Jésus ou Bouddha. Il fit de la politique, de l'économie très concrète (liberté des prix, interdiction de l'intérêt...) et la guerre au nom de la religion. Il était le parfait islamiste et les chrétiens insistent sur l'unicité du temporel et du spirituel dans l'islam contrairement à leur religion (« rendez à César ... »).

L'islamisme n'est donc pas choquant pour un croyant. Si tel parti islamiste est rejeté, ce n'est pas en tant que tel, mais du fait de son action, jugée cruelle (Algérie des années 1990 ou Égypte après le massacre des touristes dans la Vallée des rois) ou liberticide (Iran actuel) ou encore économiquement inefficace (en Iran encore). Une conséquence en est que l'opinion accepte souvent le poids du palais sur la mosquée (Empire Ottoman) et encore mieux l'inverse (Iran et Arabie). Les éventuelles réticences viennent des « fruits » et non du principe. Tout cela n'est pas sans rappeler le Moyen Âge européen (l'omniprésence religieuse, la multiplication des églises, cathédrales et abbayes, les Croisades, Canossa ...). C'est d'ailleurs cela qui a longtemps trompé les Européens, qui trouvaient les islamistes « ringards » et destinés à s'effacer devant « l'inéluctable » laïcisation. C'est aussi ce que remarquent islamistes et fondamentalistes, qui rappellent que les concessions des Églises chrétiennes au rationalisme, au modernisme, à la liberté de pensée (y compris le droit de changer de religion) les ont mené à une disparition bien entamée en Europe. D'où leur conviction que céder dans l'un de ces domaines serait la mort de l'islam, et qu'il faut réagir violemment à leur moindre apparition.

Une divergence inévitable

Or cette unicité du politique et du religieux ne supporte pas « le choc du réel », comme le montre l'histoire, ce qui entraîne des résurgences récurrentes de l'islamisme et sa radicalisation.

Dès les années suivant la mort de Mahomet apparut le conflit entre la « tradition longue » (la plus fréquente, avec une séparation partielle du politique et du religieux) et la « tradition courte » : « Dieu gouverne sans intermédiaire » (autre que le religieux recueillant sa parole, bien entendu) avec la victoire du palais chez les uns et de la mosquée chez les autres. Le goût du pouvoir et l'habitude de l'usage de la force s'ajoutant aux servitudes du gouvernement des hommes et des choses me semblent être une raison puissante et suffisante de l'autonomie de fait du temporel, voire de la domination du palais sur la mosquée.

A cela s'ajouta, sous « l'âge d'or » de l'empire islamique, les influences gréco-byzantines, persanes et hindoues qui transformèrent profondément l'élite et le palais, les éloignant de la « racine » originelle. Le rationalisme grec était par exemple en contradiction avec la toute puissance divine (« il n'y a pas de pourquoi »). De même le texte

prométhéen d'Eschyle et à l'opposé de la notion de *bida* (innovation, donc atteinte à la tradition, donc hérésie). Ces textes grecs, qui ont fécondé la culture islamique et permis son âge d'or, était insupportable aux « radicaux » qui exigèrent le retour aux sources et agirent sur le politique, donc furent des islamistes avant la lettre (la notion de « parti politique » n'existait pas), avec autodafés de livres « profanes » et assassinats de responsables politiques s'éloignant de la religion (secte des ashashins).

La victoire finale de ces « islamistes » et le rejet de l'innovation et de la causalité figea le monde musulman de la deuxième partie du Moyen Age au XIXème siècle et est à mon avis une des causes de sa défaite devant les Mongols, les Turcs et surtout les Occidentaux. Mais les fondamentalistes furent d'un avis opposé : « les ennemis ne pouvant triompher que si Dieu en décide ainsi, c'est qu'il veut nous punir de nous être écarté du véritable islam. Revenons à la source, à l'époque des "anciens" (salafiya, d'où salafiste) ». Cette analyse est toujours celle de l'islamisme contemporain.

Vinrent alors les chocs que furent la déroute turque après le deuxième siège de Vienne et surtout celui, psychologiquement déterminant, de l'arrivée de Napoléon en Égypte. Ces chocs entraînèrent deux réactions opposées, celles des modernistes et celles des futurs islamistes. Les modernistes, comme au Japon, imitèrent les institutions occidentales et firent appel aux Européens à titre privé. Ces derniers prirent alors conscience de leur formidable supériorité technique, organisationnelle et (alors) démographique, et s'implantèrent via un colonialisme direct ou indirect, les réformes des modernistes (la *Nadah*) ayant échoué, sauf en Turquie avec le kémalisme.

Les contacts avec les occidentaux furent donc multiples et prolongés dans des situations d'infériorité et souvent d'humiliation pour les musulmans. Un formidable ressentiment mâtiné d'impuissance s'accumula tant envers les Européens qu'envers les élites occidentalisées qui participaient ou semblaient participer au pouvoir. Le palais était entre les mains des *kafirs* (apostats). Restait la mosquée.

Une de ces réactions, celle des Frères Musulmans, est exemplaire par ses idées, son organisation, son évolution et son influence.

Les « Frères »

Créée en 1928 sous le nom d'« *Association pour commander le bien et pourchasser le mal* », la confrérie naît dans une Égypte sous mandat britannique, donc sous domination militaire et économique d'une puissance étrangère. Son fondateur, Hassan al-Bannâ, est devenu une figure emblématique du monde musulman, admiré pour ses qualités spirituelles comme pour ses actions politiques et sociales par les islamistes du monde entier. Il naît 1906 dans une petite ville où son père est horloger et ancien de l'université d'Al-Azhar, « phare » de l'éducation musulmane. Hassan fréquente l'école coranique puis l'école primaire où il intègre l'« Association pour la bonne conduite morale », cercle religieux dirigé par son professeur. Les écoliers de ce cercle vont créer une formation plus stricte, l'« Association pour le combat contre le mal », qui menace ceux suspectés de ne pas vivre selon les enseignements de l'islam.

Hassan entre dans la confrérie soufie *al husafiyya*. En 1919, il appuie la première révolte contre l'occupation britannique. A quatorze ans, il entre à l'école normale. Il y heurté par l'ambiance séculière qui y règne, décide de passer à « l'action » (futur terme clé de la confrérie) et d'organiser l'éducation religieuse populaire. Il prêche dans les cafés. Il est nommé instituteur à Ismaïlia, ville symbole de l'occupation économique, administrative et militaire occidentale. Il estime à son tour que « l'humiliation » des colonisations française ou britannique provient de ce que les croyants se sont écartés du message divin. Le retour aux sources de l'islam, le salafisme, s'impose donc, et cela sous le pouvoir temporel et spirituel du guide (lui-même), qui sert de liaison entre le divin et le terrestre pour la prédication et le combat contre la domination étrangère : le djihad.

Le mode de fonctionnement de la confrérie tient des ordres mystiques soufis et des partis politiques modernes (nous sommes à l'époque des partis de masse communistes, fascistes et nazis). Les membres chantent : « Dieu est notre but. Le prophète est notre chef. Le Coran est notre constitution. Le combat est notre chemin. La mort au service de Dieu est notre désir le plus cher ».

Le Guide suprême coiffe toute une organisation qui se termine à la base par les sections et les familles. Les sections regroupent les professions : ouvriers et paysans, professions libérales, étudiants, « sœurs musulmanes ». La section de liaison avec le monde musulman est chargée de répandre le message hors d'Égypte, et jusque dans les minorités musulmanes des États-Unis, de l'Ex-URSS et de l'Europe : l'UOIF (Union des Organisations

Islamiques de France) y serait reliée ou sympathisante. S'y ajoute l'organisation secrète, embryon d'une branche militaire, qui combat pendant la première guerre israélo-arabe en 1947.

Il s'agit de répondre aux maux (analphabétisme, maladies, criminalité...) qui frappent les pays musulmans (et selon Hassan al-Bannâ, dus aux entreprises étrangères) pour établir une société modèle se référant à la loi islamique » : il faut passer à l'action « comme agents de Dieu et pour sa gloire ». En pratique, cela signifie occuper le vide laissé par l'État : partout dans le pays, après avoir fondé une mosquée, on ouvre une école pour garçons puis pour filles et on fonde une entreprise. Après 1945, un système scolaire parallèle sera en place, financé tout d'abord par des donations, puis épisodiquement par l'État après 1946.

Depuis 1939 les Frères détiennent la revue al-Manar, interdite par le gouvernement en 1941. Elle sera remplacée au fil des aléas des rapports avec le pouvoir par d'autres revues ou par une presse clandestine.

Les scouts de la confrérie sont chargés d'instruire les populations en matière de santé et d'hygiène, et apportent une aide médicale dans les campagnes. Une section médicale puis la création d'hôpitaux, de cliniques et de dispensaires se développent. En 1953, il y a un dispensaire dans chaque province d'Égypte et soixante cliniques au Caire qui ont traité 100 000 patients.

Ainsi les Frères mettent en place « l'islamisation par le bas », appliquant la formule d'Hassan al-Bannâ : « Nous voulons l'individu musulman, puis la famille musulmane, la société musulmane, l'État musulman, la nation (au sens d'oumma) musulmane. » Bref, il édifie une « contre-société » islamique.

Reste la forme de l'action : violente ou pas ? Déjà visible chez Hassan el Banna, la violence sera revendiquée par un des dirigeants des « Frères », Sayyed Qotb, par ailleurs violemment choqué par l'Occident (des religions où les filles sont mêlées aux garçons !), qui « bénéficiera » de plus de l'auréole du martyr lorsqu'il sera exécuté par le pouvoir nassérien. Le croyant ne peut qu'agir bien, l'incroyant ne peut qu'agir mal, donc celui qui agit mal (c'est-à-dire qui n'est pas de mon avis) est un apostat et mérite la mort.

Ce schéma d'organisation politico-sociale globale (totalitaire pour certains, et qui rappelle, en plus prégnant, les « contre-sociétés » communistes françaises ou italiennes de la même époque, ainsi que la violence d'autres partis de masse) sera repris par l'ensemble des mouvements islamistes issus ou non des « Frères », et c'est pourquoi nous avons exposé les objectifs, les moyens et les slogans de « la confrérie ». Tout cela explique le poids de ces mouvements sur les sociétés musulmanes, d'autant qu'à la différence des gouvernements anti-communistes occidentaux, ceux des pays musulmans iront d'échec en échec sur tous les plans (défaites militaires, économiques, sociales, intellectuelles), ce qui valorise l'opposition islamiste.

Après cette description du « modèle », reprenons le cours de l'histoire

Les nouvelles données contemporaines

Le XXème siècle n'est pas seulement celui des partis de masse totalisants et violents, c'est aussi celui du pétrole, du marxisme, de la guerre froide, du poids militaire d'Israël et des États-Unis ou de l'explosion démographique musulmane, qui (pour aller vite) inverse les rapports de nombre entre Islam et Occident et génère des flux migratoires installant des musulmans en Occident. Parallèlement, cet explosion démographique dégrade la qualité de l'éducation de masse qui se met tardivement et péniblement en place.

Le XXe siècle est aussi celui de la décolonisation, puis des désillusions de l'indépendance avec ou sans participation islamiste. Les quinze dernières années vont y ajouter le poids des nouveaux médias (« télévisions arabes » et Internet). Tout cela va faire évoluer l'action de l'islamisme radical, mais sans changer profondément sa nature et notamment, à notre avis, la contestation permanente du palais par la mosquée.

Il serait intéressant de reprendre chacun des points ci-dessus, mais cela dépasserait largement notre cadre et a été bien exploré par les islamologues, notamment les français qui ont acquis une solide réputation internationale.

Bornons-nous à quelques synthèses.

D'abord, malgré les décolonisations, cette période multiplie les humiliations ressenties par le monde musulman et donc le ressentiment qui est un des moteurs de l'islamisme radical. Les décolonisations ne sont dans l'ensemble pas glorieuses, quoiqu'en dise les propagandes locales (même la guerre d'Algérie s'est terminée par la défaite militaire du FLN, de l'aveu même de ses membres d'alors), et surtout les indépendances laissent les gouvernants musulmans responsables des échecs ultérieurs. Les seules « victoires » sont celles des islamistes qui réussissent des attentats spectaculaires tant en Islam (assassinat de Sadate et d'innombrables « faux musulmans ») qu'à l'extérieur (World Trade Center, Londres, Madrid ...). Mieux encore, ils ont défait l'Armée Rouge (avec

l'aide américaine, bien vite oubliée) et tiennent en échec l'armée américaine en Irak et Afghanistan. Ces victoires canalisent vers eux la réaction aux humiliations nationales et populaires.

L'argent du pétrole et la puissance des nouveaux médias (phénomènes qui se recoupent partiellement) leur donnent de nouveaux moyens et une caisse de résonance, voire, dans le cas d'Al Qaïda, celui d'inspirer et de franchiser « l'action » sans avoir à mettre en place une organisation hiérarchique et opérationnelle. Les moyens financiers, presque tous d'origine pétrolière plus ou moins directe, leur arrivent en toute connaissance de cause ou via des circuits de bienfaisance, dont l'importance est sous-estimée en Occident. Ces circuits peuvent être détournés vers le terrorisme, mais même quand ils ne le sont pas, la très réelle action sociale des islamistes renforce leur implantation.

Un autre point nouveau du dernier demi-siècle, et qui me semble moins souvent débattu, est celui de la scolarisation. Longtemps, les masses musulmanes ont été délibérément laissées analphabètes, et demeurent en retard dans ce domaine par rapport à bien d'autres parties du monde. Néanmoins, les adolescents et adultes musulmans ayant été scolarisés se comptent maintenant par centaines de millions.

Cette scolarisation s'est opérée de mauvaise façon, d'un point de vue occidental du moins. D'une part, elle est presque partout fondée sur l'apprentissage par cœur et non sur un exercice d'analyse et de critique. D'autre part, elle est profondément imprégnée par l'interprétation traditionnelle de l'islam, non seulement via de lourds programmes juridico-religieux, mais aussi via la littérature et l'histoire. Il en résulte une profonde ignorance du reste du monde et un sentiment de supériorité et d'intolérance par rapport lui. Les humiliations qui en viennent sont donc intensément ressenties, tandis que le terrain est bien préparé aux arguments islamistes, ainsi qu'à leurs « postures » : voir la mise en scène de Ben Laden jouant Mahomet, au sens théâtral du terme.

Cette situation de l'école vaut pour d'abord pour les pays arabes, mais peut être transposée aux autres pays musulmans. Cela explique que les parents qui le peuvent envoient leurs enfants dans l'enseignement privé, anglophone ou francophone.

Le retard de la scolarisation et sa mauvaise qualité s'expliquent partiellement, nous l'avons vu, par l'explosion démographique qui a multiplié le nombre de jeunes scolarisables dans tous les pays musulmans de 1950 à 1990 environ, et dans certains (Arabie, Syrie, Égypte) jusqu'à aujourd'hui. Cette augmentation du nombre des scolarisables vient de la généralisation de la baisse de la mortalité et du maintien de la fécondité à un niveau élevé jusque dans les années 1970, 80 ou 90 selon les pays. Certains (Philippe Fargues, Youssef Courbage) y voient une des explications du succès de l'islamisme chez les jeunes.

Pour schématiser, disons que, traditionnellement, un garçon survivant succédait dans son champ à un père analphabète comme lui sans avoir à attendre trop longtemps le décès de ce dernier. Aujourd'hui, par contre, le cas type est (ou était il y a peu) 3 ou 4 fils survivants (et souvent beaucoup plus) dans un logement urbain inextensible, face à un père dont le métier n'est pas toujours transmissible (s'il est salarié et non artisan) et qui, de toute façon, vivra jusqu'à ce qu'ils frisent la soixantaine, les « refoulant » sur un marché du travail encombré ! A cela s'ajoute au Maghreb l'incompréhension entre des parents analphabètes ou francophones et des enfants scolarisés en arabe standard et dont l'éducation religieuse est différente. D'où le succès des islamistes radicaux dans ces tranches d'âge, par ailleurs naturellement plus violentes et sexuellement frustrées.

Cela va-t-il durer ? Au Maghreb toujours, où la fécondité est maintenant assez basse (proche du taux de renouvellement des générations, voire inférieure), les promotions scolarisables n'augmentent plus et l'école pourrait donc rattraper son retard tandis que l'entrée sur le marché du travail pourrait être moins difficile. C'est sur ces bases qu'une étude d'Emmanuel Todd et Youssef Courbage pronostique la fin du danger islamiste au Maroc dans la première partie des années 2010. J'ajouterais personnellement que cette situation est tout autant la conséquence de l'échec économique que de l'explosion démographique.

Pour ne pas rester sur un diagnostic trop pessimiste (toujours d'un point de vue occidental), je dirais que la limite que pourrait rencontrer l'islamisme radical serait son propre succès. On a vu en Algérie, dans la deuxième partie des années 90, le peuple préférer « des voleurs à des assassins », autrement dit le pouvoir en place aux islamistes qu'il avait élu quelques années plus tôt. En Iran, le succès de l'imam Khomeiny et l'instauration de la république islamique a discrédité l'islamisme chez les jeunes. L'AKP (parti islamiste « moderniste » de Turquie) et les Frères musulmans en Égypte, se sont « notabilisés » : leur succès dans les couches moyennes et supérieures, notamment dans les organisations professionnelles, ainsi que le rejet de la voie violente par une partie de la population les ont amenés à se modérer. Leurs adversaires estiment qu'il s'agit d'un double langage, tandis que leurs partisans les plus violents ont fait sécession et continuent leurs actions. Une différence essentielle subsiste

cependant entre ces deux pays : l'AKP est confronté aux réalités du pouvoir, tandis que le régime égyptien continue de barrer de la route aux « Frères », qui bénéficient donc de leur position d'opposants. En Arabie, pays islamiste par définition, les inquiétudes de la famille royale et d'une partie de la population commencent à faire douter du bien fondé du rôle des religieux les plus radicaux. Mais, partout ailleurs, là où les islamistes bénéficient de leur posture d'opposition, leur progression semble continuer et l'exaspération du peuple les pousse à la violence.

Conclusion

Ainsi, depuis la naissance de l'islam, l'unité théorique de la mosquée et du palais engendre de manière récurrente les mêmes conséquences. Le palais s'appuie sur le pouvoir temporel et se professionnalise. La mosquée y voit une trahison de l'islam d'origine, et tente de vaincre la force par la force en légitimant une opposition violente. Le palais peut « tenir » tant que ses succès intérieurs ou extérieurs nourrissent sa légitimité. En cas d'échec, le processus que nous avons vu se déroule. Pour l'instant, certains régimes survivent grâce à une répression croissante, d'autres ont vu la mosquée l'emporter sur le palais ou l'annexer. Mais, là encore, les contraintes gouvernementales continuent à s'imposer et le cycle peut recommencer avec des acteurs nouveaux. Rares et fragiles sont les régimes comme celui du Maroc qui tentent de concilier modernité et « non répression ». L'expérience séculaire des régimes autoritaires à connotation religieuse (puritains de Cromwell, soviétiques...) montre qu'ils s'affaiblissent à l'arrivée au pouvoir de la deuxième génération de responsables. Cela est bien long pour nos amis musulmans modernistes du Sud. Reste l'espace de liberté du Nord où islamistes et démocrates peuvent faire assaut d'arguments. Cela se passe chez nous. Nous devrions y être plus attentifs et veiller à protéger ces modernistes des intimidations et des violences de nos adversaires communs.

Et depuis 2007 ?

Nous sommes en novembre 2014. Mon exposé a résisté à l'épreuve du temps, et l'histoire nous a apporté de nouveaux cycles de l'alternance entre la mosquée et le palais. Les printemps arabes ont eu raison des dictateurs tunisien, égyptien, libyen et yéménite. Les islamistes sont arrivés au pouvoir en Tunisie et en Égypte, et sont en bonne position dans les guerres civiles libyenne et yéménite, justement pour les raisons que nous avons indiquées (forte implantation partisane et humanitaire, prestige tenant à leur opposition résolue aux dictateurs).

Mais, toujours comme nous l'avons pronostiqué, les contraintes du pouvoir ont joué, et ont démonétisé les gouvernements islamistes. Ils ont été chassés par la société qui a fait appel aux militaires en Égypte et aux urnes en Tunisie. En Iran, l'évolution a été analogue, même si la répression a réussi à maintenir les islamistes au pouvoir, mais en leur faisant perdre leur prestige et en les ramenant au rôle d'une dictature « peinte en vert ». Les Frères Musulmans et Al Qaïda ont été dépassés par plus « radical » qu'eux (aux deux sens du terme, plus dur et plus "originel") en Irak et en Syrie. Il est trop tôt pour savoir si DAESH sera défait ou s'il s'implantera durablement. Mais dans ce dernier cas, il devra gouverner et les mêmes problèmes apparaîtront.

Yves MONTENAY

<http://www.yvesmontenay.fr>

@ymontenay